

Frédéric Plasson*

Texte publié dans Allemagne d'aujourd'hui, Nr 158, p. 9-24

Toute utilisation même partielle de ce texte sous réserve de mentionner cette source.

**La France et l'Allemagne dans le Triangle de Weimar :
Quelles perspectives pour leurs relations avec les nouveaux voisins
à l'est de l'Union Européenne**

La surprise du 15 octobre dernier, lorsque a été rendue publique la décision du chancelier Schröder de se faire représenter par le président français au Sommet européen de Bruxelles, le 17 octobre, donne une importance toute particulière à la question des perspectives du couple franco – allemand dans ses relations avec les nouveaux voisins qu'aura, à l'est, une Union européenne élargie. Les relations de la France ou de l'Allemagne avec les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) s'étaient, dès lors qu'elles dépassaient le cadre bilatéral, souvent inscrites depuis 12 ans dans celui du Triangle de Weimar. L'importance de cette nouvelle initiative franco-allemande tient aussi à ce qu'elle aussi liée à la première initiative relevant d'une *Ostpolitik* commune des deux pays. Le Triangle de Weimar, en effet, fut créé alors que la France et l'Allemagne cherchaient à coordonner leur *Ostpolitik* comme elles en avaient adopté le principe à la fin des années 60 mais sans que cette décision fût jamais suivie d'effets. Une démarche commune était devenue *indispensable* à la suite de la dislocation du bloc soviétique, une première tentative de concrétisation eut lieu lorsque les ministères des Affaires Etrangères des deux pays réunirent à Weimar leurs représentants culturels et diplomatiques en poste dans les PECO pour harmoniser leurs actions et optimiser leurs efforts de coopération avec ces pays.

Alors que se cristallisait la coopération trilatérale entre la France, l'Allemagne et la Pologne, les trois ministres des Affaires étrangères mirent au nombre des missions du *Triangle de Weimar* la promotion du processus d'intégration euro-atlantique non seulement de la Pologne, mais aussi de l'ensemble des nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale. L'année 2004 constitue dès à présent la reconnaissance politique de l'intégration de la Pologne dans les structures économiques et politiques de l'Union Européenne. Toutefois, ces développements n'auraient pas été possibles sans les progrès accomplis par la Pologne avant même le début des négociations d'adhésion à l'UE, en 1998. Si l'efficacité globale du Triangle

* Lecteur à l'Université de Cracovie, Pologne

de Weimar dans ce processus est à juste titre critiquée voire mise en doute¹, il est évident que la coopération privilégiée des deux "grandes" puissances européennes, la France et l'Allemagne, a contribué de façon décisive à permettre à la Pologne de se rapprocher en seulement neuf années des critères fixés par l'UE pour l'ouverture des négociations. L'expérience réalisée par la Pologne, de loin le plus grand et de ce fait le plus complexe également des pays candidats à l'adhésion, apparaît donc comme exemplaire tant pour ce qui est de l'Union Européenne que pour le lien euro-atlantique. Mais pour la France et l'Allemagne également, la situation actuelle devrait permettre, grâce au Triangle de Weimar, de travailler à la finalisation et à la concrétisation de l'idée émise en 1991 et d'adopter un point de vue commun envers les nouveaux voisins de l'Union élargie.

Triangle de Weimar 2003 : état des lieux

L'UE elle-même souffre du manque d'identification de ses citoyens avec ses structures, voire des processus aussi essentiels que les élargissements et au delà l'ouverture vers les nouveaux voisins de l'Union...² La question de la perception du Triangle de Weimar dans les pays concernés a toujours été cruciale pour le rôle et la fonctionnalité, la reconnaissance et la légitimité qui lui étaient attribués dans ces pays. Cette reconnaissance par l'opinion publique – et les élites politiques - est l'un des outils les plus appropriés de mesure des possibilités réelles du Triangle de Weimar d'influer sur des processus internationaux. Or, la médiatisation du dernier sommet du Triangle de Weimar à Wrocław en juin 2003 a été révélatrice de l'importance accordée à cette structure, dans la mesure précisément où la rencontre des trois Chefs d'Etat et de gouvernement s'inscrivait dans le cadre de la crise internationale provoquée par la guerre contre l'Irak et notamment des différends entre France et Allemagne d'une part et la Pologne d'autre part. Plusieurs chaînes polonaises retransmirent en direct les discours de A. Kwasniewski, G. Schröder et J. Chirac, leur rencontre avec les étudiants de l'Université de Sciences politiques. TV5 et *Deutsche Welle*, les seules chaînes en langue maternelle pour une grande partie d'expatriés français et allemands, ne publièrent qu'en fin de journée de premiers reportages – de qualité. Les chaînes espagnoles et italiennes

¹ Voir p.e.- l'article de l'auteur paru dans le nr 158 de la cette revue, octobre décembre 2001: *Les dix ans du Triangle de Weimar. Bilan sectoriel et évaluation.*

² Un Eurobaromètre de décembre 2002 montrait que 40% des citoyens de l'UE ne savaient à l'époque nommer aucun des futurs nouveaux membres de l'Union. *Neue Zürcher Zeitung online*, 15.12.2002: <http://www.nzz.ch/dossiers/2002/osterweiterung/2002.12.15-hg-article8KQ3K.html>

ne mentionnèrent même pas l'événement. Mais l'attitude de la BBC est particulièrement intéressante : alors que l'événement était largement couvert, à aucun moment le terme de « Triangle de Weimar » n'a été mentionné, comme si les journalistes ignoraient jusqu'à son existence et limitaient la rencontre à celle de pays cherchant à recréer une harmonie passée, troublée par la crise. Ignorance réelle ou bien manque d'intérêt tel qu'il mène à une négligence de l'information ? Quoi qu'il en soit, il s'agit là de l'une des caractéristiques spécifiques au Triangle de Weimar depuis sa création en 1991. Globalement, c'est une approche trilatérale qui a été présentée aux téléspectateurs, le Triangle devant servir non seulement à surmonter les problématiques franco-germano-polonaises, mais aussi à forger, par la coopération renforcée lors du dialogue de Wrocław, une place décisive au Triangle dans l'Europe élargie. Cette approche est aussi la version officielle des représentants des trois Etats et de leurs gouvernements. Elle s'inscrit dans la campagne du référendum polonais d'adhésion à l'UE, la France et l'Allemagne apportant leur soutien au gouvernement polonais – tout en affichant leurs points de vue respectifs sur tel ou tel point des négociations.

Pourtant, depuis cette rencontre en mai dernier, le manque de cohésion entre les pays du Triangle de Weimar n'a fait qu'augmenter, et ce d'une manière non seulement contreproductive au niveau de la coopération entre les Etats, mais, pire encore, il a été largement perçu comme tel par une part grandissante des opinions publiques. Le Triangle de Weimar semble se trouver dans sa plus grande crise depuis sa création. L'aboutissement de l'intégration de la Pologne au sein de l'UE coïncide avec une intensification de son dialogue avec les Etats-Unis. Cette situation coïncide, en outre, avec le début de la crise irakienne, qui a provoqué la plus grande dissension qui fût entre les Etats-Unis, la France et l'Allemagne.

Resserrement franco - allemand

L'une des conséquences de la crise irakienne fut le resserrement des relations franco-allemandes (Cf. sur ce point l'analyse détaillée qu'en fait H. Strak dans ce même numéro). Pour des raisons de politique intérieure, en raison également des changements de mentalité intervenus dans l'opinion publique allemande³, du positionnement international de la France, J. Chirac et G. Schröder se trouvèrent d'accord pour rejeter la politique des Etats-Unis envers

³ Voir p.e. un très intéressant article sur les relations germano – américaines de toute première actualité au moment de la rédaction de ce texte : *L'amitié empoisonnée (trad. de l'auteur)*, Jadwiga Kiwerska, Gazeta Wyborcza, 18.10.03

Les articles de presse polonaise cités dans cet article sont tirés de la revue de presse de l'ambassade de France à Varsovie.

l'Irak. Quand il fut question, dans le cadre des discussions sur la constitution européenne, d'abandonner les acquis obtenus notamment par la France et l'Allemagne, leur attitude fut loin de plaire aux Polonais. Paris et Berlin furent les plus fervents supporters de la Convention qui favorable à une nouvelle pondération des voix entre les Etats membres au sein des institutions européennes. Le Traité de Nice, qui accordait les voix au Conseil européen à partir de critères démographiques, avait mis la Pologne sur un pied quasiment d'égalité avec la France et l'avait rapprochée considérablement de l'Allemagne. Mais surtout, et c'est ce qui avait été alors expliqué aux citoyens polonais, l'union de ces trois grands pays au sein du Triangle de Weimar leur permettait de réunir ensemble presque un tiers des voix nécessaires aux décisions les plus importantes de l'UE. Parallèlement à ces désaccords auxquels n'ont pas été trouvés de solutions, la nouvelle puissance du tandem franco-allemand crée un malaise en Pologne. Les deux « grands » sont de plus en plus souvent perçus comme cherchant à imposer leur volonté, depuis Nice et surtout depuis fin 2002, pour faire avancer le moteur européen grâce à leurs initiatives communes. Ce ne sont pas seulement les petits pays qui craignent une surpuissance des deux grands, même des représentants britanniques émettent de telles idées d'un « double directorat »⁴, vision toutefois contrebalancée par des avis tels que celui de Romano Prodi qui y voit le signe le plus probant du progrès de l'intégration face aux divers nationalismes⁵. Si en Pologne les voix les plus modérées ne condamnent pas cette super-entente qui a apporté « la prospérité et la paix » à l'Europe par le passé, certains sont d'avis qu'elle ne correspond plus aux réalités européennes actuelles⁶. La géométrie du Triangle de Weimar serait ainsi devenue asymétrique : la structure trilatérale serait un « *angle franco – allemand sans côté polonais* »⁷ Des journalistes polonais se posent des questions similaires, très critiques par rapport aux deux partenaires français et allemands⁸. A la symbiose franco-allemande, qui semble presque automatiquement exclure le facteur polonais par raison de commodité, vient s'ajouter l'état actuel des relations bilatérales de la Pologne avec chacun des deux partenaires du Triangle de Weimar.

Prise de confiance polonaise et double crise des relations germano-polonaises et franco-polonaises

⁴ *Berlin und Paris im Gleichklang*, Thomas Frankenfeld, Spiegel online 17.10.2003 (www.spiegel.de)

⁵ NZZ online, 16.10.2003 (nzz.ch)

⁶ *Une nouvelle répartition des forces*, Jędrzej Bielecki, Rzeczpospolita, 2/09/03

⁷ *Chiracs Attacke auf Osteuropa erweist sich als Vorlage für alle EU-Skeptiker*, Stefanie Bolzen, Raphael Krüger und HansJörg Schmidt, Die Welt, 10.02.2003.

⁸ *Rejoignons le parti des courageux*, Marek Orzechowski, Tygodnik Powszechny, 17.08.2003

La montée en puissance de la relation franco–allemande s’accompagne d’une prise de confiance par la Pologne sur la scène internationale. Le rapprochement des USA, suivi de la prise en charge de l’une des zones de contrôle en Irak où se trouvent même des soldats américains sous commandement polonais, ont permis au voisin oriental de l’Allemagne de sortir d’un anonymat, d’un manque cruel de perception par l’opinion internationale. Or, ce n’est pas seulement dans l’ombre de la tutelle américaine que la Pologne se fait entendre ; c’est également par son intransigeance dans certaines de ses négociations avec l’UE, et très récemment dans les renégociations du Traité de Nice, que la Pologne a attiré l’attention et semble devenir « un joueur important »⁹. Alors que les risques que comporte une telle attitude semblent évidents dans les relations avec des alliés aussi importants que la France et l’Allemagne – ne serait-ce que dans les débats budgétaires de l’UE 2007–2013¹⁰ – l’attitude de la Pologne semble claire quand le Président A. Kwasniewski affirme qu’il n’y a pas d’alternative à l’option américaine.

Cette prise de conscience est une des raisons des tensions entre la France et la Pologne. « *Les incompréhensions et les rancunes réciproques entre les deux pays (...) découlent du fait que les relations entre nos deux pays ont reposé jusqu’à présent sur les émotions et les sentiments* » qui ont fait l’historique et traditionnel amour franco–polonais. Or, « *tant que la Pologne et la France n’étaient pas liées par des intérêts communs et par l’appartenance à ces mêmes structures, il n’y avait là rien de pervers. Aujourd’hui, après la guerre en Irak et la victoire lors du référendum de juin* », les discussions entre les deux pays doivent être transposées à un niveau bien plus pragmatique¹¹, ce qui engendre une certaine déception. Le fait que la Pologne ait été l’un des plus fervents supporters des Etats-Unis et la France le réel leader du groupe « anti–guerre » en Europe, a accru également le climat de rancœur¹² qui semble se généraliser. Dans ce climat, les réactions passionnées à l’affaire des missiles Roland¹³ a montré à quel point les relations franco-polonaises se sont envenimées et fragilisées ces derniers mois. Il en est de même pour les relations germano–polonaises qui semblent se focaliser sur des questions telles que la construction d’un Centre de la

⁹ *Echec et succès à Bruxelles*, Anna Słojewska, Jędrzej Bielecki, Rzeczpospolita, 18-19.10.03

¹⁰ *idem*.

¹¹ *La fin du couple franco – polonais*, Marcin Frybes, Rzeczpospolita, 14.07.2003

¹² Climat de rancœur dans lequel certains journalistes renommés français ont eux aussi succombés à de telles déclarations. Celle de M. Duhamel, nommant « Varsovie une ennemie de Paris », a été ressentie très douloureusement par les cercles francophiles en Pologne : *Cela n’a jamais été aussi mal*, entretien avec Aleksander Smolar, réalisé par Marcin Szymaniak, *Zycie Warszawy*, 15.10.03

¹³ voir à ce sujet presque l’intégralité des quotidiens polonais du 6 octobre 2003.

Déportation. Certains organes de presse, pourtant parmi les plus respectables, abordent la question avec une rhétorique des plus populiste¹⁴. Et ce alors même que la plupart des élites tentent de rester pragmatiques et que les Polonais ont acquis une évidente maturité politique envers l'UE. Ils ont ainsi réussi en quelques mois à surmonter certains préjugés archaïques et des peurs ancestrales liés aux douloureuses manipulations par des nations voisines dont a presque continuellement été victime leur pays durant les derniers siècles. Alors qu'il semble affaibli dans ses anciennes structures, le Triangle de Weimar se trouve confronté à une situation nouvelle dans le cadre de l'élargissement de l'UE, il offre par ailleurs des perspectives inédites à la France, à la Pologne et à l'Allemagne dans leurs relations avec les nouveaux voisins de l'Union élargie.

Le Triangle de Weimar : modèle de coopération et d'intégration Est-Ouest ?

L'idée d'une application des acquis de la transformation et de l'intégration euro-atlantique de la Pologne est souvent citée comme modèle possible pour les processus en cours dans les nouvelles démocraties. Le Triangle de Weimar est ainsi présenté comme un outil d'optimisation de la coopération par l'approfondissement du dialogue. Dans le cas de la Pologne, le Triangle de Weimar semble avoir joué un rôle déterminant. Danuta Hübner, ministre à l'Intégration européenne de Pologne, expliquait, certes, lors d'un séminaire à Cracovie, que les discussions avec la France et l'Allemagne ont été les plus grands obstacles à la clôture par la Pologne de certains chapitres dans les négociations d'adhésion¹⁵. Mais, elle a précisé quelques mois plus tard que les discussions entre les trois partenaires du Triangle ont été particulièrement constructives pour la résolution de problèmes difficiles liés à l'acquis communautaire que l'Etat polonais n'aurait probablement pas résolu sans la pression de ses deux partenaires¹⁶. Au niveau des gouvernements, le Triangle de Weimar est surtout réputé avoir donné à la Pologne deux puissants « lobbyistes » au sein des structures Européennes. Par contre, un certain consensus règne pour dire qu'au-delà de ce lobbying, le rôle des gouvernements dans les progrès faits par la Pologne reste plutôt minime. Mise à part la coopération militaire – qui s'essouffla dès 1999 avec l'atteinte de ses objectifs principaux : l'adhésion à l'UEO en 1996, suivie de l'adhésion à l'OTAN en 1999 - les impulsions les plus

¹⁴ Le magazine *Wprost* présenta récemment une couverture montrant Erika Steinbach, présidente de l'Union des déportés, *en uniforme SS*, chevauchant un Schröder à quatre pattes.

¹⁵ Cycle de deux conférences initié et coordonné par l'auteur à la Villa Decius à Cracovie, ayant pour objectif de discuter les possibilités d'appliquer les acquis et expériences de la Pologne à la promotion de l'intégration de l'Ukraine dans les structures euro – atlantiques. Cracovie, 25-26 octobre 2002 : www.villa.org.pl/weimar.htm.

¹⁶ Danuta Hübner lors de la 2^e édition du cycle *Triangle de Weimar et Ukraine*, idem.

importantes sont venues d'« en bas », de la société civile, des ONG et des organisations telles les Offices franco–allemand et germano–polonais pour la jeunesse.

Des pays comme la Roumanie, à la fois candidat à l'UE et futur voisin de l'UE élargie, s'inspirent ouvertement de l'expérience polonaise¹⁷ avec l'objectif déclaré d'adhérer à l'Union européenne. Le Triangle de Weimar peut donc permettre de consolider une situation qui, à relativement court terme, verra se concrétiser l'un des objectifs déclarés des trois partenaires : l'extension vers l'Est de la zone intégrée de l'UE – réduisant ainsi la zone d'influence russe. Considérant le Triangle de Weimar comme vecteur vers l'UE, les enjeux du Triangle sont d'autant plus importants pour la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie, les trois futurs voisins de l'UE élargie qui n'ont pas (encore) entamé les négociations avec l'UE : il s'agit avant même de promouvoir l'adhésion de ces pays, de les mettre en position de se préparer efficacement au difficile processus de dialogue avec l'Union et de parvenir à leur faire accepter les efforts nécessaires plutôt que de succomber à la « tentation russe »¹⁸.

Contrebalancer la « tentation russe »

Or, la Russie, qui cherche elle aussi à étendre sa zone d'influence, n'est toujours pas considérée comme un facteur durable de stabilité. Alors que l'UE ne cherche pas à se poser en concurrente de son voisin russe, il y a, dans l'intérêt de la stabilité politique à la frontières orientale de l'Union, d'intégrer les nouvelles démocraties à la recherche de leur voie. La Biélorussie est en Europe le pays le moins transparent et le moins prévisible. « *L'autoritarisme débridé de son président et l'absence de réformes l'entraînent dans un isolement croissant* »¹⁹, et seule la Russie soigne avec quelque intensité ses contacts avec ce pays. Le Président Lukashenko, guidé essentiellement par des intérêts personnels et les moyens de consolider son pouvoir, ne se voit pas offrir de telles possibilités par l'UE. La Russie, par contre, fermant les yeux sur certains déficits démocratiques, est en mesure d'exercer un certain « *chantage au gaz* »²⁰, levier utilisé alternativement par Minsk et Moscou. Alors que les contacts entre les deux Etats n'ont jamais été aussi tendus, cet argument détermine presque l'ensemble de leurs relations. Pourtant, la coopération russo–biélorusse ne vise en rien des changements dans le pays. L'influence que peuvent exercer les

¹⁷ *Romania in Europe in the 20th Century*, S.E.R. Prince Radu de Hohenzollern – Veringen, Représentant spécial du gouvernement roumain, durant une intervention à l'Institut des Etudes stratégiques, Cracovie, 23.01.2003

¹⁸ La Russie propose à ces Etats une union douanière, économique, politique et de défense, sans pour autant avoir mis en place des critères aussi rudes que ceux de Copenhague.

¹⁹ *Biélorussie : le chantage au gaz*, Marie Jégo, Le Monde, 11.10.2003

²⁰ *ibid.*

pays du Triangle de Weimar à un tel niveau de sous-développement démocratique reste incertaine et ne peut se réduire dans un premier temps qu'à tenter de trouver, pour faire sortir la Biélorussie de son « *âge de pierre démocratique et économique*²¹ », le moyens de faire accepter par le pouvoir en place l'idée même de réformes - qui à long terme pourront alors conduire à un rapprochement avec l'Union européenne.

L'Ukraine est, sur le plan démographique, militaire et économique, le pays le plus important de la ceinture des pays immédiatement voisins de l'UE façon 2004, tout comme l'était la Pologne en 1989. Mis à part cette similitude, la situation est bien plus avancée à Kiev, où depuis plusieurs années, les forces démocratiques et pro-européennes savent se faire entendre et gagnent en importance. Il s'agit donc de mettre tout en œuvre pour permettre à Kiev de faire un choix entre les contraignantes discussions avec Bruxelles et la « solution de facilité » proposée par Moscou. Or bien plus encore que dans le cas de la Biélorussie, une « perte » de l'Ukraine serait fatale aux géostratégies de l'UE. Les réunions à la Villa Decius en octobre 2002 et mai 2003, consacrées à l'intégration de l'Ukraine et à la promotion de sa coopération notamment avec des structures telles que le Triangle de Weimar, ont réuni un grand nombre de personnalités politiques éminentes, de décideurs économiques et représentants de la société civile, tous spécialistes du Triangle de Weimar, des relations internationales et de la politique d'intégration européenne de l'Ukraine. Les débats ont surtout montré qu'il existait une réelle volonté de dialogue - renforcée par le caractère informel de la conférence – qui s'est exprimée dans le désir de trouver les moyens de renforcer les contacts interparlementaires, entre les institutions, entre les instances politiques européennes, régionales et économiques, les ONG et les médias des quatre pays, l'objectif étant de créer un réseau de compétences s'inspirant des expériences faites par la Pologne durant sa transition. Dans le cas de l'Ukraine, il a été constaté un évident enthousiasme pour une coopération rapprochée et privilégiée avec les partenaires du Triangle de Weimar. Borys Tarasjuk répéta plusieurs fois l'idée d'un « rectangle de Weimar » impliquant une fusion de la structure existante et de l'Ukraine. Isabelle Rivière, spécialiste du Triangle de Weimar, préconisa la notion de « Weimar + 1 » pour une coopération de style « weimarienne » qui semble, du moins du point de vue ukrainien, l'une des options clés de l'accélération du processus d'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne. Pour atteindre les critères fixés par l'UE, certaines démarches indispensables ont été proposées lors de la conférence de Cracovie:

²¹ *ibidem*.

- Renforcement et institutionnalisation de la coopération parlementaire, surtout au niveau de la politique européenne, pour influencer directement sur les prises de décision législatives constituant la *base légale* de toute réforme et d'un rapprochement entre l'Union Européenne et l'Ukraine. Il s'agit essentiellement de mettre en place des groupes de travail quadrilatéraux et des contacts multilatéraux réguliers entre les représentants des groupes bilatéraux d'amitié parlementaire
- Approfondissement de la coopération entre le Parlement européen (PE) et le parlement ukrainien ainsi qu'une augmentation du nombre de stages offerts aux jeunes parlementaires ukrainiens au sein de ce dernier.
- Des parlementaires du Triangle de Weimar pourraient travailler au sein du Comité d'intégration européenne ukrainien et du PE, avec pour but essentiellement de soutenir le parlement ukrainien dans son implémentation des actes législatifs relatifs aux requis communautaires et, en vue, notamment d'une adhésion rapide à l'OMC.

Si ces points s'appliquent essentiellement à l'Ukraine, il s'agit pour l'ensemble des futurs voisins de l'union élargie de :

- promouvoir le développement des structures démocratiques, seules capables de garantir un développement économique et une coopération législative efficaces.
- favoriser les échanges de journalistes, de jeunes, d'étudiants afin de créer un réseau de contacts professionnels et sociaux permettant une meilleure connaissance mutuelle.

L'idée très intéressante de la création d'un « fonds du Triangle de Weimar » a été lancée. Un tel fonds agirait comme une « Fondation du Triangle de Weimar » indépendante, avec pour objectif d'encourager aussi bien les structures européennes que les donateurs privés d'apporter leur concours financier. La plupart des problèmes abordés ont fait l'objet de concertations similaires à celles engagées en son temps sein du Triangle de Weimar pour promouvoir l'intégration de la Pologne, c'est ce qui explique l'approche « weimarienne » faite par l'Ukraine, mais aussi par la Moldavie, la Biélorussie, voire la Roumanie et la Bulgarie et, dans une moindre mesure, les Balkans. Le but ultime s'inspire directement de l'un des volets affichés par le Triangle de Weimar : la mise en place d'un « lobby » promouvant, comme ce fut le cas dès 1991 entre la Pologne, la France et l'Allemagne, aussi bien les aspirations polonaises au sein des structures européennes et euro-atlantiques que la nécessité de réformes en Pologne sur le modèle « européen ». Un tel lobbying entre le

Triangle de Weimar et les voisins de l'UE est l'un des éléments les plus importants de la stratégie d'intégration des ces Etats. Il devrait l'être également pour l'UE et ses membres, s'ils comptent concrétiser leur déclaration d'intégration européenne. Mais surtout, un tel lobbying servirait à remédier au dialogue de sourds qui caractérise depuis plusieurs années les relations entre l'Union Européenne et l'Ukraine. Durant les discussions à la Villa Decius, il a été précisé qu'il ne s'agissait nullement d'un transfert unilatéral de compétences des pays du Triangle vers les PECO, mais d'une coopération qui veut être un apprentissage mutuel de la connaissance de l'autre. Cependant, la réussite d'une telle coopération de type « weimarien », et donc des perspectives franco–allemandes dans les PECO, réside à l'intérieur du Triangle lui-même.

Chances réelles du partenariat franco–allemand et du Triangle de Weimar

La mauvaise image que donne le Triangle de Weimar dans la crise actuelle des relations entre ses trois participants provoque un certain scepticisme quant aux perspectives de son influence possible en Europe Centrale et orientale. En effet, malgré certaines symétries entre la carte politique de l'Union Européenne de 1991 et celle de mai 2004, les priorités françaises et allemandes en matière d'*Ostpolitik* ont sensiblement changé et perdu, en particulier, en intensité - proportionnellement à la distance qui les sépare de ces pays, pourtant plus que jamais demandeurs d'une intensification de la coopération, comme l'Ukraine. Ainsi, l'intérêt de l'Allemagne pour l'Europe Centrale reste le même ; mais selon un schéma tacite de partage des zones d'influence des trois pays du Triangle de Weimar, la France se ferait, dans le cadre des relations du Triangle avec l'UE, l'avocat de l'Europe du Sud et l'Allemagne, celui du Nord et du « Centre ». Selon ce schéma, il incomberait à la Pologne seule de promouvoir l'intégration des pays d'Europe orientale. Certes, cela correspond à la priorité absolue que la Pologne formule en matière de politique étrangère de poursuivre ses efforts pour intégrer son grand voisin oriental dans les structures euro–atlantiques²². Mais alors que la gestion de certaines questions sensibles dans les relations bilatérales polono–ukrainiennes prend un tournant décisif plus que réjouissant²³, la Pologne semble plus que jamais concentrer ses efforts vers un ancrage de l'Ukraine dans son propre système de valeurs. Face au pessimisme affiché par certaines élites ukrainiennes quant à un

²² *La Pologne affirme son rôle de puissance régionale*, Henri de Bresson, Le Monde, 8.10.2003.

²³ Les parlements polonais et ukrainiens ont signé en juillet 2003 une déclaration dans l'affaire de l'hécatombe de Wolyn, au terme d'un bras de fer durant depuis plusieurs mois : *Wolyn, un drame commun*, Gazeta Wyborcza, 11.07.2003

rapprochement avec l'UE²⁴, le gouvernement polonais aura bientôt besoin que l'Union européenne ne se contente pas de simples déclarations de bonne volonté pour éviter une dérive de l'Ukraine vers l'Est. Dans ce contexte, le Triangle de Weimar est aux yeux non seulement des Polonais, mais aussi des forces pro-européennes en Ukraine, un des moyens de surmonter ce qui est perçu comme un manque évident de soutien de l'UE. Or, sans efforts importants en direction de l'Ukraine, de la Biélorussie ou de la Moldavie, ces pays risquent de devoir faire des choix qui auront comme conséquence une nouvelle désintégration, ou du moins une perte énorme par rapport à ce qui aurait pu être atteint en matière d'intégration et de stabilité européennes. Il semble presque incompréhensible que la France et l'Allemagne, principaux artisans de l'unification européenne depuis 50 ans, ne s'investissent pas davantage, au sein du Triangle de Weimar et aux cotés de la Pologne, dans ce qui devrait pourtant être l'une de leurs priorités.

Le 7 juillet dernier, Franco Frattini, le ministre des Affaires étrangères italien, « a confirmé que son pays renonçait à promouvoir l'adhésion (...) de l'Ukraine et de la Biélorussie à l'Union »²⁵. Si de telles déclarations restent isolées, elles compromettent pourtant celles faites par la France et l'Allemagne en direction des futurs voisins de l'Union élargie, en 1991 et régulièrement répétées depuis. Or, celles-ci impliquent et la Pologne et le Triangle de Weimar. Danuta Hübner remarque que le Triangle de Weimar ne survivra que s'il continue d'agir au bénéfice de l'Union Européenne²⁶. L'UE, regardant vers l'Est, semble donc plus que jamais avoir besoin du Triangle de Weimar. Quant aux artisans de l'intégration européenne depuis plus de 50 ans, la France et l'Allemagne, leurs relations avec la Pologne impliquent également qu'ils redéfinissent avec elle leurs relations avec les futurs voisins de l'Union Européenne élargie.

²⁴ *L'UE maintient les liens avec une Ukraine tournée vers la Russie*, Philippe Chatelot, Le Monde, 9.10.2003.

²⁵ *Accentuer les mesures contre l'immigration clandestine*, Jędrzej Bielecki, Rzeczpospolita, 08.07.2003

²⁶ *Discussions in the Villa Decius 4*